



La demande est sollicitée pour

Monsieur

Madame

Le Couple

NOM : _____

PRENOM : _____

COMMUNE : _____

**DEMANDE D'ALLOCATION PERSONNALISEE
D'AUTONOMIE
A DOMICILE OU EN ETABLISSEMENT**

*Ce dossier est à déposer impérativement
au CCAS du lieu de domicile du demandeur*

A- RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE FOYER DU DEMANDEUR

	LE DEMANDEUR	LE CONJOINT, CONCUBIN, PACS
NOM DE NAISSANCE		
NOM MARITAL (pour les femmes)		
PRENOMS		
DATE ET LIEU DE NAISSANCE		
N° DE SECURITE SOCIALE		
NATIONALITE		
SITUATION DE FAMILLE (célibataire, marié, Divorcé, veuf, concubin ,pacs)		
REGIME DE RETRAITE PRINCIPAL		

LIEU DE RESIDENCE ACTUELLE DU DEMANDEUR :

Préciser s'il s'agit :

- du domicile
- de l'accueil par un particulier à domicile et à titre onéreux dans le cadre de la loi du 10 juillet 1989 (préciser la date de début de l'accueil)
- de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées (préciser la date d'entrée)

Adresse _____





Préciser le lieu de résidence actuel du conjoint s'il est différent de celui du demandeur :

Adresse précédente (avec date d'arrivée et date de départ) :

Du _____ au _____

HABITATION :

- Locataire
- Propriétaire
- Usufruitier
- Hébergé par _____

AIDES DONT VOUS BENEFICIEZ ACTUELLEMENT (OU VOTRE CONJOINT, CONCUBIN, PACS)

- Aide ménagère servie par :
 - aide sociale
 - caisse de retraite
- Allocation compensatrice tierce personne
- Prestation expérimentale dépendance
- Prestation de compensation du handicap
- Majoration tierce personne

FAITES VOUS L'OBJET D'UNE MESURE DE :

- Tutelle
- Curatelle
- Mandataire spécial

Nom et adresse du tuteur ou de l'association chargée de la gestion des biens : _____

**B- RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES REVENUS ET LE
PATRIMOINE DU DEMANDEUR ET DE SON CONJOINT**

**DECLARATION DES RESSOURCES NE FIGURANT PAS SUR L'AVIS D'IMPOSITION OU DE
NON IMPOSITION SUR LE REVENU : Revenus soumis au prélèvement
libératoire en application de l'article 125 A du code ral des impôts**

- Préciser le nom de l'organisme payeur et le montant perçu.
- Si néant le préciser.

**BIENS IMMOBILIERS : Nature, adresse, et valeur locative apparaissant dans le dernier relevé de la taxe
foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties.**

- Si néant, le préciser.

BIENS MOBILIERS ET EPARGNE :

- LIVRETS ET COMPTES : Nom de la banque où est domicilié le(s) compte(s) et livret(s),
numéro et montant (à la date de constitution du dossier) y compris compte bancaire courant)
- CAPITAL PLACE : préciser s'il s'agit d'actions ou d'obligations ainsi que le montant placé
 - Si néant, le préciser.

Je soussigné (e) _____ agissant en mon nom propre - en ma qualité de
représentant de _____ (1)

- Déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus.
- atteste avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 22 de la loi n° 68690 du 31 juillet 1968 en cas de fausses déclarations ou de déclarations incomplètes .Toute fraude ou fausse déclaration entraîne des poursuites judiciaires, l'application des peines prévues par l'article 405 du code pénal et le recouvrement des prestations indûment perçues.
- **m'engage à fournir toutes les pièces justificatives qui me sont demandées au verso de ce document.**
- autorise le Président du Conseil Général à tr _____ mon dossier à ma caisse de retraite (en cas de rejet de l'APA).

Fait à _____ le _____

Signature :

(1) Rayer la mention inutile.

PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE IMPERATIVEMENT AU DOSSIER

- Un justificatif de votre identité :
 - soit la photocopie de votre livret de famille
 - soit la photocopie de votre carte nationale d'identité ou d'un passeport de la communauté européenne
 - soit d'un extrait de naissance
 - la photocopie de la carte de résidence ou du titre de séjour en cours de validité pour les demandeurs de nationalité étrangère
- la photocopie de votre dernier avis d'imposition ou de non imposition à l'impôt sur le revenu
- la photocopie de votre dernier relevé de la taxe foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties
- un relevé d'identité bancaire ou postal
- la fiche technique devant être complétée par le directeur d'établissement lorsque le demandeur est en structure d'accueil

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI DU 6 JANVIER 1978

Les traitements relatifs à cette demande sont informatisés. Ils sont donc soumis aux dispositions de la loi «Informatique et Libertés» du 6 Janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels.

Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées que :

1 - Toutes les réponses aux différents questionnaires sont obligatoires. Un défaut de réponse entrainera des retards ou une impossibilité dans l'instruction du dossier ;

2 - Les destinataires des informations collectées sont exclusivement les administrations et organismes habilités à connaître des dossiers d'aide à domicile ou en établissement.

3 - En tout état de cause, les personnes concernées ont un droit d'accès et de rectification des informations nominatives stockées ou traitées informatiquement.

Pour l'exercice de ce droit, il convient de vous adresser selon la prestation dont vous bénéficierez, en justifiant de votre identité, à :

Monsieur le Président du Conseil Général ou Monsieur le Président de l'organisme (celui qui vous sert l'avantage de retraite principal ou la pension si vous en êtes titulaire) à l'adresse ci-dessous :

DIRECTION DE L'AUTONOMIE
Service Evaluations et Prestations d'Autonomie
412 rue Jean Aicard
83015 Draguignan Cedex • Tél. 04 83 95 30 00